238

CRÉANCES DU PÈRE.

NOM des CRÉANCIERS ORIGINAIRES.	DATE de L'HYPOTHÈQUE.	SOMMES.
Château-Debort.	13 mars 1719.	1020 fr.
Dubois - Dumont , dit Lavinhae.	1731.	9560
Gaspard Dubois - Du- mont.	1731.	5571
Hugues Rochefort. . . .	1753.	972
Trech-Lapleine.	1731.	571
Amblard	1741.	260
Pesquet ou Theroulde , comme aux droits de la veuve Puhablier. . .	1746.	7349
Gannet	1765.	2545

CRÉANCES DE LA MÈRE.

NOM des CRÉANCIERS ORIGINAIRES.	DATE de L'HYPOTHÈQUE.	SOMMES.
Anne Gorce et Gaspard Simonct.	6 septembre 1712.	5044 fr. réduit en 1727 à 5251 fr.
<i>Idem</i>	24 décembre 1726.	5257
Perron.	24 avril 1731.	5240
Laville.	27 avril 1736.	1200
Gendraud.	28 juillet 1739.	649
Pesquet ou Theroulde, comme aux droits de Beraud.	1722.	6557
Joseph et Pierre Simon.	1728.	8679

M É M O I R E

POUR M^e. ANTOINE GAZARD, avocat, maire
de la ville de Murat, intimé, et incidemment
appelant ;

CONTRE dame SUZANNE DE CHALUS, veuve
en premières noces de François DUBOIS DE
S^t.-JULIEN, et en secondes noces de Pierre
TOURNEMIRE, appelante d'un jugement rendu
au tribunal civil de Murat, le 14 prairial an 9.

QUESTIONS.

*Le pouvoir d'aliéner les biens dotaux, énoncé au
contrat de mariage de la dame de Chalus, est-il général
et illimité ?*

*La condition imposée au mari d'employer le prix pro-
venant des ventes au paiement de ses dettes et créances
hypothécaires, en commençant par les plus anciennes,
et qu'il sera tenu de déléguer, a-t-elle pu obliger l'acqué-
reur de rechercher la date de ces créances ?*

Pouvoit-il en avoir les moyens lors de l'édit de 1771 ?

*L'indication faite par le mari vendeur n'a-t-elle pas
libéré valablement l'acquéreur ?*

*L'appelante seroit-elle aujourd'hui recevable dans sa
demande en nullité de la vente ou en restitution du prix ?*

F A I T S.

SUZANNE DE CHALUS, aujourd'hui veuve Tour-
nemire, et Marie-Anne de Chalus, sa sœur, ont succédé

A

par égale portion au sieur Danty, leur oncle maternel. Elles jouissoient indivisément de sa fortune, lorsque, le 1^{er}. juin 1773, Suzanne Chalus, *majeure* et non mariée, et le sieur de Chalus, son beau-frère, époux de Marie-Anne, vendirent solidairement, et avec promesse de garantie, quelques parcelles d'héritages provenans de la succession Danty, au sieur Denis Gazard, père de l'intimé, moyennant la somme de 2100 francs, dont le contrat porte quittance.

Le 4 août 1774, la dame Suzanne Chalus contracta mariage avec le sieur François Dubois de Saint-Julien.

On a vu qu'elle étoit majeure, et maîtresse de ses droits. *Elle se constitue* en tous ses droits, parts et portions héréditaires qui lui sont échus par le décès de ses père et mère, et par celui de Jean-Baptiste Danty, son oncle maternel; « lesquels droits, est-il dit, de quelque
« nature qu'ils puissent être, en quoi qu'ils puissent et
« doivent consister, et où qu'ils soient sis et situés. Elle
« donne par ces présentes plein pouvoir et autorité au
« sieur Dubois de Saint-Julien, son futur mari, de les
« rechercher, partager, vendre, céder, aliéner, et au-
« trement en traiter et transiger à *tels prix, clauses,*
« *charges et conditions qu'il avisera bon être*; recevoir
« et fournir quittance du prix des aliénations ou traités
« qu'il passera; pour tous les actes auxquels le futur
« époux aura consenti à raison des droits et biens de la
« demoiselle future, valoir et sortir même effet que si
« elle les avoit elle-même passés avant ces présentes. »

Il est ajouté : « A la charge toutefois que sous la
« réserve et retenue de la somme de 10000 francs que

(3)

« le futur époux pourra recevoir sur les premiers deniers
 « à *toucher des biens* de la demoiselle future, pour en
 « disposer et faire tel emploi que bon lui semblera, et
 « de laquelle somme de 10000 francs il déclare faire dès
 « ce jour assiette et assignat sur tous ses biens présents
 « et à venir, pour la demoiselle future y avoir recours
 « le cas arrivant.

« Tout le surplus *du prix desdites aliénations*, et
 « autres droits mobiliers déjà acquis à la demoiselle
 « future, seront employés à la libération des dettes et
 « créances hypothécaires, à commencer par les plus
 « anciennes et privilégiées du futur époux; à l'effet
 « duquel emploi le futur faisant les aliénations, *sera*
 « *tenu de déléguer* le prix d'icelles en l'acquit des
 « créances, auxquelles la future demeurera subrogée de
 « plein droit, pour plus ample sûreté de la restitution
 « de sa dot. »

On lit encore dans ce contrat la clause suivante :
 « Nonobstant ce qui est ci-dessus dit, que tous effets
 « mobiliers déjà acquis à la demoiselle future seront
 « employés en l'acquittement des dettes du futur époux,
 « cependant il demeure dès tout à l'heure autorisé à
 « recevoir, sans aucune indication d'emploi, ceux dé-
 « pendans de la succession et faisant partie des biens du
 « sieur Danty, son oncle, non excédant la somme de
 « 100 francs pour chaque échéance, etc. »

Le 13 octobre 1775, Jean-François Chalus du Châtelet,
 tant en son propre et privé nom, qu'au nom et comme
 mari de dame Marie-Anne de Chalus, et ayant droit,
 suivant leur contrat de mariage, de vendre les immeubles

appartenans à sa femme, et François Dubois de Saint-Julien, aussi tant en son propre et privé nom, que comme mari de dame Suzanne de Chalus, tous deux *solidairement*, sans *division* ni *discussion*, vendirent *avec pleine garantie*, au sieur Denis Gazard, père de l'intimé, un domaine appelé de *Landel*, une montagne en dépendante, ensemble les bestiaux qui garnissoient les montagne et domaine, et qui sont désignés au contrat.

Le prix de la vente est fixé à 36000 fr., et 968 fr. pour épingle's; savoir, 4000 francs pour le mobilier, et le surplus pour les immeubles. L'acquéreur paye comptant la somme de 9368 francs, dont le contrat porte quittance. Il est dit que sur cette somme le sieur de Chalus a pris celle de 6484 francs, et le sieur Dubois de Saint-Julien celle de 2884 francs : quant à la somme de 27500 francs restante pour parfaire l'entier prix, le sieur Gazard, acquéreur, s'oblige de la payer, savoir, celle de 3600 francs à la Noël lors prochaine, *aux créanciers du sieur de Saint-Julien qui lui seront indiqués par lui, en conformité et suivant les clauses énoncées en son contrat de mariage avec la dame Suzanne de Chalus.*

Les 24000 fr. sont stipulés payables en quatre termes égaux; moitié sera payée au sieur de Chalus, et l'autre moitié aux créanciers du sieur de Saint-Julien, sur *l'indication* qui en sera faite par ce dernier : *le tout aussi en conformité et suivant les clauses énoncées au contrat de mariage du sieur de Saint-Julien.*

Jusque-là il est impossible d'apercevoir aucun abus ou excès de pouvoir de la part du sieur de Saint-Julien,

(5)

l'un des vendeurs : toutes les clauses de la vente sont conformes à celles du contrat de mariage, et le sieur de Saint-Julien n'a fait que ce qu'il avoit le droit de faire. Cette observation trouvera sa place dans la suite.

Il paroît que le sieur Dubois de Saint-Julien étoit pressé de faire cette indication. Le contrat de mariage n'énonçoit aucune date des créances qui pesoient sur le sieur Dubois ; il n'en particularisoit aucune, et il étoit impossible au sieur Gazard, acquéreur, de les connoître : il dut donc suivre la foi de son vendeur, qui étoit lui-même intéressé à ce qu'on remboursât les dettes les plus anciennes comme les plus onéreuses.

D'un autre côté, l'acquéreur devoit être pleinement rassuré sur la plus grande partie de la somme qu'il devoit pour la portion du sieur de Saint-Julien ; son contrat de mariage apprenoit que sur le prix des ventes immobilières qu'il avoit le droit de faire, il pouvoit toucher jusqu'à concurrence d'une somme de 10000 francs, dont il avoit la faculté d'user comme il lui plairoit, sans être tenu à aucun emploi ni désignation de paiement. Il ne revenoit sur le prix de la vente, au sieur Dubois de Saint-Julien, qu'une somme de 18484 francs : il n'y avoit donc, par conséquent, que celle de 8484 francs qui devoit être employée au paiement de ses dettes.

Quoi qu'il en soit, les 17 et 18 du même mois d'octobre 1775, le sieur Dubois de Saint-Julien fait ses indications ; il désigne les sieurs Lamouroux, Roux cadet, et Blattin, tous trois négocians à Clermont, et leur donne des mandemens pour être payés sur le prix de cette vente.

Le sieur Gazard paye au sieur Lamouroux une somme de 1600 francs; celle de 1000 francs au sieur Roux cadet; celle de 13000 francs au sieur Blattin. Il rapporte toutes les quittances, ainsi que les titres authentiques, dont le plus ancien remonte à 1757.

Et quels étoient ces titres? C'étoit des lettres de change dont les créanciers avoient obtenu la condamnation *par corps*. Certes il étoit urgent pour le sieur Dubois de Saint-Julien de se débarrasser de pareils créanciers, et il ne pouvoit faire un meilleur emploi du prix de ses ventes.

Mais ce qu'il y a d'important à ajouter, c'est que par le contrat de vente, du 13 octobre 1775, les immeubles avoient été vendus francs et quittes *de toutes charges, dettes et hypothèques*, même des arrérages des cens dont les biens étoient grevés envers les seigneurs.

Cependant le sieur Gazard fut bientôt assailli par une foule de créanciers du sieur Danty, qui l'assignèrent hypothécairement; et malgré les dénonciations faites à ses vendeurs, qui se laissoient toujours condamner par défaut, il s'est vu obligé de payer, 1°. une somme de 467 francs pour arrérages de cens ou impositions restés dûs, et dont il rapporte les quittances; 2°. une somme de 160 francs pour frais, sur les demandes hypothécaires formées par les sieurs Dumas, Gandillon et Danjou, créanciers à titre de rente viagère, du sieur Danty; 3°. celle de 82 livres 18 sous au sieur Gandillon, pour arrérages d'une rente due par la succession Danty, et dont le sieur Gazard a retiré quittance le 12 octobre 1777; 4°. la somme de 1756 francs 20 centimes au sieur Sau-

brier de Laubret, exécuteur testamentaire de la dame veuve de Boisset, créancière de cette somme de la succession Danty, et dont le sieur Gazard rapporte aussi la quittance.

Ainsi le sieur Gazard qui, aux termes de son contrat, ne devoit au sieur de Saint-Julien que la somme de 18484 francs, a payé,

1°. Le jour du contrat, deux mille huit cent quatre-vingt-quatre francs, ci..... 2884 f. » c.

2°. Au sieur Lamouroux, seize cents francs, ci..... 1600 »

3°. Au sieur Blattin, treize mille francs, ci..... 13000 »

4°. Au même sieur Blattin, une somme de dix-huit cent soixante-onze francs, ci. 1871 »
dont ce dernier étoit encore créancier, et en a fourni quittance au sieur Gazard le 20 février 1789.

5°. Pour arrérages de cens ou impositions, quatre cent soixante-sept francs, ci. 467 »

6°. Pour frais des demandes hypothécaires dont on a déjà parlé, deux cent soixante francs, ci..... 260 »

7°. A Gandillon, quatre-vingt-deux liv. huit sous, ci..... 82 40

8°. A Saubrier de Laubret, dix-sept cent cinquante-six livres quatre sous, ci..... 1756 20

TOTAL..... 21920 f. 60 c.

Ce n'est pas tout encore; le sieur Chalus du Châtelet,

covendeur du sieur Dubois de Saint-Julien, s'étoit permis d'avancer que son contrat de mariage, dont il ne justifioit pas, lui donnoit la faculté de vendre : ce n'étoit de sa part qu'une assertion mensongère. A peine est-il décédé, que Marie-Anne Chalus, sa veuve, fait assigner le sieur Gazard, par exploit du 25 octobre 1785, au bailliage de Vic, pour voir déclarer, en ce qui la concernoit, les deux ventes de 1773 et de 1775 nulles et de nul effet, et que le sieur Gazard fût tenu de se désister des immeubles par lui acquis, avec restitution de jouissances.

Il fallut composer avec la dame veuve Chalus, dès que son mari n'avoit pas craint de commettre un *stellionat*, mais sauf la garantie du sieur Gazard contre le sieur de Saint-Julien, qui avoit vendu *solidairement*. En conséquence, par acte du 7 mai 1787, Marie-Anne Chalus ratifia, soit la vente consentie en 1773, conjointement avec sa sœur, soit la vente de 1775, moyennant une somme de 5630 francs et une pièce de toile. De sorte que le sieur Gazard a été rançonné de toutes les manières, pour une acquisition faite de bonne foi, et qui sembloit lui présenter toute sûreté.

L'exemple de la dame de Chalus n'a fait qu'encourager la dame de Saint-Julien, sa sœur : cependant la réclamation de cette dernière a été plus tardive, et sa conduite précédente n'annonçoit pas qu'elle eût l'intention d'inquiéter le sieur Gazard.

On voit que la dame Saint-Julien forma contre son mari, le 10 septembre 1788, une demande en séparation de biens; le 26 du même mois de septembre, elle fit rendre

(9)

rendre une sentence interlocutoire, qui ordonna la preuve des faits de dissipation du mari; elle obtient, le 13 janvier 1789, une sentence qui prononce cette séparation, et n'oublie rien dans les condamnations qu'elle fait prononcer.

Elle fait notamment condamner son mari à lui payer et rembourser une somme de 18484 francs, revenant, est-il dit, à la demanderesse, en sa qualité d'héritière du sieur Danty, son oncle maternel, *pour sa moitié du prix de la vente du domaine de Landel*, provenant de cette succession; *laquelle vente a été consentie* par le sieur Dubois de Saint-Julien, et par le sieur François de Chalus du Châtelet, son beau-frère, *au profit du sieur Denis Gazard, négociant*, de la ville de Murat, par contrat du 13 octobre 1775.

La dame veuve Saint-Julien ne contestoit pas alors la validité de la vente ni des indications faites par son mari, puisqu'elle l'a fait expressément condamner au remboursement du prix de cette même vente.

Son premier acte d'hostilité suppose encore les mêmes intentions; car le 28 avril 1789 elle fait faire entre les mains du sieur Denis Gazard une saisie-arrêt de tout ce qu'il pourroit devoir à François Dubois, son mari, et par expès du prix de la vente du domaine de Landel.

Elle annonce que cette saisie-arrêt est faite en vertu de sa séparation du 3 janvier précédent, qui la déclare créancière de son époux d'une somme de 60004 francs.

Elle assigne en même temps le sieur Gazard pour faire son affirmation sur la saisie.

Elle ajoute, à la vérité, qu'elle n'entend point approu-

B

ver la vente , et qu'elle se réserve , au contraire , d'en demander la nullité. Mais la protestation ne sauroit être aussi forte que l'action ; et lorsqu'on voit que la dame de Saint-Julien fait condamner son mari à lui rembourser le prix de la vente , sans aucune réserve ; lorsqu'en même temps elle fait saisir et arrêter entre les mains de l'acquéreur le prix de cette même vente , il est difficile de penser qu'après ces actes approbatifs et géminés , elle puisse se pourvoir avec succès contre un acquéreur légitime.

La dame Dubois de Saint-Julien ne s'en tint pas là. Le 6 août suivant , et dans une requête où elle se qualifie veuve de Saint-Julien , elle demande que le sieur Gazard soit condamné à lui remettre les titres et quittances contenant subrogation à son profit de la part des créanciers hypothécaires et les plus anciens de son mari , jusqu'à concurrence de la somme de 18484 francs , faute de quoi elle conclut à la nullité du contrat de vente de 1775 , avec restitution de jouissances depuis le décès de son mari , si mieux n'aime le sieur Gazard lui payer la somme de 18484 francs , avec l'intérêt depuis la même époque.

Le sieur Gazard , en défenses , justifie des quittances des créanciers qui lui avoient été indiqués par son vendeur ; et par requête du 19 février 1790 , il forme demande incidente contre elle du prix de la ratification consentie par la dame de Chalus , sa sœur , des intérêts et des frais par lui faits sur les demandes hypothécaires. Et , au surplus , soutint la validité de la vente et de sa libération.

La discussion fut quelque temps suspendue par le si-

lence de la dame de Saint-Julien et le changement des tribunaux. Mais l'instance ayant été reprise au tribunal civil de Murat, le sieur Gazard, par une nouvelle requête du 14 prairial an 9, en soutenant la dame de Saint-Julien non recevable dans sa demande, conclut à la restitution de toutes les sommes qu'il avoit payées au delà du prix de son acquisition, et dont on a fait plus haut le détail, avec les intérêts ainsi que de droit. C'est le même jour que, la cause portée à l'audience, le tribunal de Murat rendit un jugement contradictoire par lequel il donne acte au sieur Gazard de ses offres de remettre, dans tel dépôt public qui seroit choisi, les titres de créances qu'il a remboursées sur le prix de sa vente, les quittances par lui retirées, ainsi que les délégations qui ont été faites par le sieur Dubois de Saint-Julien; ordonne que le sieur Gazard déposera au greffe du tribunal ses titres, pièces et quittances, pour y rester en dépôt pendant l'espace d'un mois à compter de la signification du jugement, pour que la dame de Chalus puisse en prendre communication, ou en retirer telles copies collationnées qu'elle jugera à propos.

La dame de Chalus est déboutée de sa demande en nullité de la vente.

Faisant droit sur la demande incidente du sieur Gazard, Suzanne de Chalus est condamnée à lui rembourser, 1^o. La somme de 634 liv. 2 sous 6 deniers, faisant avec celle de 1045 liv. 17 sous 6 deniers, celle de 1680 liv. payée par le sieur Gazard, à défunt Saubrier-Laubret, sur celle de 7490 liv. formant le principal d'une rente constituée par feu Jean Danty, le 20 août 1750.

2°. Celle de 89 livres 2 sous 2 deniers, payée par le sieur Gazard, pour arrérages de cens dûs sur le domaine de Landel, pour les années 1773, 1774 et 1775, ainsi qu'il résulte des quittances relatées au jugement.

3°. La somme de 155 livres 12 sous pour les impositions de l'année 1775, suivant la quittance représentée par le sieur Gazard.

4°. Celle de 53 liv. 8 sous pour le montant des arrérages d'une rente due au sieur Gandillon sur la succession Danty, et payée par le sieur Gazard, suivant sa quittance.

5°. La somme de 120 liv. 19 sous 6 deniers pour le montant d'un exécutoire de dépens décerné au profit de Gazard, contre les héritiers Danty, le 26 janvier 1782, et le coût de deux procès verbaux de refus et rébellion, qui ont suivi cet exécutoire.

6°. Celle de 75 livres 1 sou pour frais faits par le sieur Gazard dans l'instance relative à la demande hypothécaire formée par Gandillon sur le domaine de Landel; la dénonciation de cette demande et celle en recours contre les héritiers Danty, qui avoit été adjudgée par sentence de la sénéchaussée d'Auvergne, le 24 mai 1777, si mieux n'aime la dame Chalus, suivant la taxe qui en sera faite en la manière ordinaire.

7°. La somme de 64 livres 5 sous pour frais faits par le sieur Gazard, sur la demande en déclaration d'hypothèques, formée par le sieur Danjou, dénonciation d'icelle, et poursuite en recours.

Suzanne Chalus est également condamnée au pavement des intérêts de toutes ces sommes, à compter de la demande.

Le sieur Gazard est renvoyé à se pourvoir ainsi qu'il avisera pour le payement de la somme de 157 francs , faisant le prix de la pièce de toile fournie par le sieur Gazard père , à Suzanne de Chalus.

Cette dernière est encore condamnée à rembourser au sieur Gazard les sommes qu'il lui en a coûté pour obtenir la ratification de Marie-Anne de Chalus, du contrat de vente du 1^{er}. juin 1773 , suivant la ventilation qui en seroit faite sur la somme de 5630 francs , montant du prix de cette ratification, pour la vente de 1773 et celle de 1775 , avec les intérêts de cette somme.

Sur la demande en remboursement formée par le sieur Gazard , du prix de la ratification du contrat de 1775 , le sieur Gazard est mis hors de cour , ainsi que sur les autres chefs de demande , fins et conclusions des parties : la dame de Chalus est condamnée en tous les dépens , tant ceux faits en la sénéchaussée qu'au tribunal de Murat.

Les premiers juges se sont déterminés par plusieurs motifs qu'on se contentera d'analyser.

Ils avoient posé en question , 1^o. celle de savoir si le sieur Gazard étoit tenu de rapporter les quittances établissant sa libération du prix de la vente ; 2^o. si faute de rapport de ces quittances , le contrat de vente de 1775 devoit être déclaré nul ; 3^o. si le sieur Gazard étoit valablement libéré du prix de son contrat ; 4^o. si Suzanne de Chalus devoit être tenue de rembourser au sieur Gazard la somme de 5630 francs par lui payée à Marie-Anne Chalus , pour obtenir la ratification des ventes de 1773 et de 1775 ; 5^o. si on pouvoit statuer sur les de-

mandes incidentes formées par le sieur Gazard , contre la dame de Chalus , en remboursement des sommes par lui payées aux créanciers de la succession Danty , ainsi que du montant des frais par lui faits sur les demandes hypothécaires de ces mêmes créanciers , et sur les demandes en recours.

« Les premiers juges pensent sur la première question , que le sieur Gazard n'est pas tenu de se dessaisir des titres qui établissent sa libération , qui lui sont nécessaires vis-à-vis les héritiers Dubois ; que les offres qu'il fait de les déposer au greffe , pour que la dame de Chalus puisse en prendre communication ou en retirer des expéditions collationnées , sont raisonnables , et doivent suffire à la dame veuve Saint-Julien.

« Les premiers juges disent ensuite que Suzanne de Chalus a donné à son mari , par son contrat de mariage , le pouvoir de vendre ses biens dotaux ; qu'elle l'a autorisé à toucher sans emploi , ou pour en faire tel usage qu'il jugeroit à propos , une somme de 10000 francs.

« Il leur paroît évident , d'après les termes du contrat de mariage , que cette somme devoit être prise sur le prix des aliénations des immeubles , et que , dans tous les cas , quand on supposeroit quelqu'ambiguïté , l'obscurité ou l'équivoque s'interpréteroit contre la dame de Chalus.

« Le contrat de mariage ne porte pas que la somme de 7384 francs , prétendue touchée par le sieur Dubois de Saint-Julien , sera imputée sur les 10000 francs dont il avoit la libre disposition.

« Dans la supposition que cette somme de 10000 fr.

dût être prise sur le mobilier, le sieur Dubois n'a réellement touché, lors de son contrat de mariage, qu'une somme de 500 francs.

« La somme de 1940 francs, à laquelle la valeur des meubles a été fixée, ne forme pas une créance pour Suzanne de Chalus; ce n'est qu'une vente du trousseau faite au mari, d'après la maxime, *Dos æstimata, dos vendita* : et pour le surplus, le mari a seulement reçu les titres établissant ses créances; remise de titres nécessaire, puisque Suzanne de Chalus se constituoit en dot ces différentes sommes, et que le mari seul avoit le droit de les percevoir.

« Les indications faites par le sieur Dubois au sieur Gazard, des créanciers qui devoient recevoir le prix du contrat de 1775, ont été faites par actes des 17 et 18 octobre 1775; elles sont donc antérieures à la quittance de 14000 francs, donnée par Dubois au sieur d'Anglard: d'où il suit qu'en supposant que la somme de 10000 fr. que Dubois devoit toucher sans emploi, dût être prise tant sur les meubles que sur les immeubles, François Dubois a pu toucher la somme de 10000 francs, sans emploi, du sieur Gazard, ou la déléguer à tels de ses créanciers qu'il lui plaisoit d'indiquer.

« D'un autre côté, Suzanne de Chalus a jugé elle-même que cette somme de 10000 fr. devoit être prise sur la vente des immeubles, autrement elle eût eu à exercer une action contre le sieur d'Anglard, en remboursement d'une somme de 4000 fr. qui auroit excédé celle de 10000 francs dont le mari pouvoit user. Elle n'a pas formé cette action.

« Suzanne de Chalus, en donnant à son mari le pouvoir de vendre ses biens dotaux pour en employer le prix au paiement des créanciers personnels du mari, à commencer par les plus anciens en hypothèques, et les plus privilégiés, a formellement chargé son mari de faire l'indication des créanciers. Il en résulte que le sieur Gazard a dû payer les créanciers qui lui étoient indiqués par Dubois. Il lui étoit d'ailleurs impossible de connoître les créanciers les plus anciens : il n'avoit aucun moyen dans les lois du temps pour acquérir cette connoissance.

« Si François Dubois n'a pas indiqué ses créanciers les plus anciens en hypothèques, Gazard, acquéreur, ne doit pas en être responsable : Suzanne de Chalus a à se reprocher d'avoir choisi un mandataire infidèle, et doit seule supporter les effets de cette infidélité, quelque funeste qu'elle puisse être pour elle. La loi 21 ff., §. 3, *negot. gest.*, en a une disposition précise.

« Le sieur Gazard a pu valablement payer la somme de 10000 francs, soit à François Dubois, sans emploi, soit à ses créanciers chirographaires.

« Dans la créance de 13000 francs payée à Blatin, il se trouve une créance hypothécaire pour la somme de 1838 francs, dont l'hypothèque frappoit tant sur François Dubois que sur Jean, son père.

« La presque totalité des créances dont Suzanne Chalus justifie par le rapport des inscriptions, vient du chef de la mère de François Dubois et de son aïeul; celui-ci n'a pu devenir débiteur de ces différentes créances qu'après le décès de sa mère, et elles n'ont été déclarées exécutoires contre lui que depuis 1777 jusqu'en 1785.

« Les

(17)

« Les premiers juges remarquent ensuite deux choses; l'une, que ces créances appartiennent aujourd'hui à Pierre Tournemire, second mari de Suzanne de Chalus, qui en est devenu cessionnaire; la seconde, que dans ses inscriptions elle ne dit point en vertu de quel titre il étoit devenu propriétaire de ces créances : d'où il suit que dans cette famille on a formé le dessein, ou de s'emparer des biens à vil prix, ou de rançonner les acquéreurs; ce qui n'est ni juste ni honnête. Enfin il est douteux que les inscriptions de Tournemire aient conservé l'hypothèque de ces mêmes créances.

« Le tribunal remarque encore que toutes les créances payées par Gazard à Blattin, Lamouroux et Roux, étoient des créances emportant la contrainte par corps; cette contrainte avoit même été prononcée par les sentences que Blattin avoit obtenues : elles formoient donc des créances privilégiées, surtout pour un gentilhomme qui avoit compromis sa liberté, et pour qui l'emprisonnement eût été l'affront le plus sanglant. Les femmes, dont les biens dotaux étoient inaliénables, avoient néanmoins la faculté de les vendre pour les créances de cette nature, lorsque le mari n'avoit point de ressources.

« Indépendamment de toutes les sommes payées aux créanciers indiqués, le sieur Gazard a payé encore celle de 1680 francs à feu Saubrier-Laubret, pour partie du sort principal d'une rente due à la veuve de Boisset par la succession Danty, et qui étoit hypothéquée sur le domaine de Landel. Ainsi 10000 francs payés sans emploi, et qui pouvoient l'être aux termes du contrat de mariage, 7838 fr. faisant partie de la créance Blattin,

C

et portant hypothèque depuis 1757, 1680 francs payés à Saubrier-Laubret, excèdent la portion revenante à Dubois d'une somme de 634 francs.

« Il résulte de deux certificats d'inscription formée au bureau des hypothèques par les créanciers de François Dubois, délivrés par le conservateur de Clermont, le 5 fructidor an 8, et les bordereaux d'inscription rapportés par Suzanne de Chalus constatent qu'elle n'a fait aucune inscription sur les biens de François Dubois, son mari ; elle auroit perdu toute espèce d'hypothèque sur ces mêmes biens, quand bien même le sieur Gazard auroit employé le prix à payer les créanciers les plus anciens.

« Le sieur Gazard a été aussi obligé de payer plusieurs sommes pour arrérages de cens, rentes foncières, impositions dues sur le domaine de Landel. Il a payé des dépens sur les demandes en déclaration d'hypothèques formées contre lui ; il a été obligé de faire des frais pour se défendre : la demande en remboursement qu'il a formée de ces objets n'est qu'une demande incidente pour laquelle il étoit inutile de passer au bureau de paix ; et ces sommes doivent lui être allouées.

« Le sieur Gazard a été obligé de payer à Marie-Anne de Chalus une somme de 5630 francs, pour obtenir sa ratification du contrat de vente du 1^{er}. juin 1773, et de celui du domaine de Landel. Suzanne de Chalus ayant vendu par le contrat du 1^{er}. juin 1773, solidairement avec sa sœur, est tenue de faire valoir ce contrat, et par conséquent de rembourser à Gazard ce qu'il lui en a coûté pour obtenir la ratification de cet objet. Mais quelque pouvoir général et illimité que Suzanne de Chalus ait

donné à son mari de vendre ses biens dotaux, elle ne lui a pas donné pouvoir de vendre la portion de bien appartenante à sa sœur, et indivise avec la sienne. »

Tels sont en substance les motifs qui ont déterminé les premiers juges; ils sont de la plus grande force relativement à la demande formée par Suzanne de Chalus; mais les intérêts du sieur Gazard sont blessés en deux points : 1^o. les premiers juges ne pouvoient amalgamer la créance payée à Saubrier avec le prix de la vente. Le sieur Gazard avoit payé au delà de ce qu'il devoit, indépendamment de cette créance qui est personnelle à la dame de Chalus : ce seroit la faire perdre au sieur Gazard, que de vouloir l'employer à compléter le prix de la vente de 1775; et il n'en étoit nullement besoin.

D'un autre côté, le sieur Dubois, par son contrat de mariage, avoit droit de vendre les biens de sa femme à *telles conditions que bon lui sembleroit*. Les propriétés de la dame Dubois étoient indivises avec celles de sa sœur; il étoit difficile de trouver des acquéreurs sans une vente solidaire, et cette condition de solidarité n'excédoit pas les pouvoirs du mari.

Le sieur Gazard devoit donc obtenir la condamnation de la somme totale qu'il a payée pour obtenir la ratification de la dame de Chalus.

La dame veuve Tournemire ayant eu le courage d'interjeter appel d'un jugement qui a si justement repoussé ses prétentions, le sieur Gazard s'est, de son côté, rendu incidemment appelant quant aux deux chefs qu'on vient d'expliquer; et c'est sur ces appels respectifs qu'il s'agit de prononcer.

Avant d'examiner le mérite des prétentions de la dame veuve Tournemire, il convient de vérifier si la dame de Chalus est aujourd'hui recevable à former cette demande.

On se rappelle que la dame de Chalus a fait prononcer sa séparation de biens avec le sieur Dubois, son premier mari, par sentence de la sénéchaussée d'Auvergne, du 13 janvier 1789; cette sentence liquide en même temps ses droits, et on voit que Suzanne de Chalus n'a rien oublié : elle conclut entr'autres choses à ce que son mari soit condamné à lui payer la somme de 18484 fr., qui lui revient en sa qualité d'héritière du sieur Danty, son oncle maternel, pour sa moitié du prix de la vente du domaine de Landel, provenant de cette succession, et consentie par le sieur Dubois de Saint-Julien conjointement avec le sieur François de Chalus du Châtelet, son beau-frère, au profit du sieur Denis Gazard, négociant, de la ville de Murat, par contrat du 13 octobre 1775.

Telles sont littéralement les conclusions par elle prises, comme on le voit, en grande connoissance de cause, et avec le contrat à la main. La sentence de séparation prononce la condamnation de cette somme au profit de Suzanne de Chalus : au moyen de cette sentence, et de son hypothèque, qui remontoit à son contrat de mariage, elle avoit dans les mains tous les moyens de se faire rembourser.

Elle a elle-même reconnu et confirmé la vente faite par son mari. Elle obtient tout ce qu'elle pouvoit exiger, le remboursement du prix de la vente. Comment donc aujourd'hui pourroit-elle réclamer la nullité de cette

même vente ? Ne seroit-ce pas avoir et la chose et le prix ?

La dame de Chalus dira-t-elle que lors de cette condamnation elle étoit toujours en puissance de mari ; que ses biens dotaux n'en étoient pas moins inaliénables ?

Mais , 1^o. il ne s'agissoit pas d'aliénation , puisque l'objet étoit vendu en vertu du pouvoir qu'elle avoit donné en majorité par son contrat de mariage ; 2^o. il est de principe que celui qui peut agir peut aussi approuver. Or , on ne contestera pas , sans doute , que la dame Dubois , séparée de biens , avoit la faculté d'actionner les acquéreurs en désistement , de demander la nullité des ventes , comme d'exiger le payement du prix , si les acquéreurs ne s'étoient pas valablement libérés.

La dame Dubois ne prend pas ce parti ; ce n'est point la nullité des ventes qu'elle demande , elle reconnoît que son mari a valablement vendu ; elle ne réclame pas contre les tiers acquéreurs le remboursement du prix , elle reconnoît aussi qu'ils se sont valablement libérés : mais elle demande la condamnation de toutes ces sommes contre son mari qui les avoit touchées ; elle obtient cette condamnation qui remplit son objet , et lui fait reprendre tout ce que son époux a touché ou reçu pour elle.

Cette sentence de séparation a passé en force de chose jugée ; la condamnation contre le mari subsiste : il y a donc une contradiction bien frappante entre cette sentence et la demande formée contre le sieur Gazard. Elle réclame contre ce dernier ce qui ne lui est pas dû , ce qu'elle a droit de reprendre sur les biens de son mari ,

ce qu'elle ne peut obtenir deux fois. Il y a donc contre sa demande une fin de non-recevoir insurmontable.

La dame veuve Tournemire n'osera pas dire que les biens de son mari fussent insuffisans pour obtenir le remboursement de ses créances ; elle a produit au procès plusieurs pièces qui prouveroient sa turpitude. Elle fait usage d'une expropriation forcée poursuivie sur partie des biens du sieur Dubois, à la requête d'un sieur Théroulde et d'un sieur Lebarois-d'Orgevalle, tous les deux prête-noms du sieur Tournemire, ou dont il a acquis les droits à vil prix. Le sieur Tournemire s'est rendu adjudicataire des biens expropriés, moyennant une somme de 60000 fr., c'est-à-dire, pour la moitié de leur valeur ; il s'est ouvert un ordre pour la distribution du prix de cette vente, et là le sieur Tournemire, figurant comme cédataire des prétendus créanciers du sieur Dubois de Saint-Julien, s'est fait colloquer par jugement d'ordre pour la totalité du prix ; de manière qu'il a trouvé le moyen d'avoir une grande partie des biens sans bourse délier.

Ce n'est pas tout encore ; il s'est rendu aussi adjudicataire des biens qui appartenoient au sieur Dubois, dans le département de la Corrèze. Là, il figuroit sous le nom du sieur Lachapelle, son cousin, qui a fait en sa faveur une déclaration de mieux. Il a obtenu pour 45000 fr. des biens qui valoient plus de 100000 fr. ; et c'est lorsque Tournemire est nanti de toute la fortune de Dubois de Saint-Julien, de tout ce qui formoit le gage des créanciers dont il a obtenu les cessions par

lassitude ; c'est avec cette fortune si considérable , dont il est en possession , ou dont il a revendu une partie avec des bénéfices immenses , que la dame veuve Tour-nemire vient porter l'inquiétude et jeter l'alarme parmi les créanciers de son mari , qu'elle a spoliés avec autant d'audace que d'indignité.

Les circonstances qui accompagnent cette demande sont tellement défavorables , qu'elle ne peut se promettre aucun succès , indépendamment de la fin de non-recevoir qu'on vient de développer.

Mais ces moyens pourroient-ils avoir quelque apparence de fondement en point de droit ? Ce n'est pas sans raison que les premiers juges , dans leurs motifs , ont tiré parti de toutes ces circonstances , de ces présomptions graves et concordantes , qui établissent que la dame Dubois de Saint-Julien , en ne justifiant d'aucun de ses titres de cession , a conçu le dessein de tout dissimuler à la justice , de s'emparer , pour des sommes modiques , de tous les biens de son mari , et de rançonner les acquéreurs ; ce qui est contre toutes les convenances et contre toutes les règles d'honnêteté et de délicatesse.

En prenant les choses dans l'état où elles se présentent , la dame Dubois de Saint-Julien ne peut espérer de rendre le sieur Gazard garant ou responsable de l'inexécution prétendue des clauses de son contrat de mariage : elle étoit majeure et maîtresse de ses droits lorsqu'elle s'est mariée ; elle a donné à son mari le pouvoir le plus absolu et le plus illimité , de vendre ses immeubles à telle condition qu'il jugeroit à propos. Il est inutile de s'appesantir sur le point de savoir si elle a pu donner ce droit

à son mari. Il est constant, en principe, que la femme majeure peut donner à son futur le droit de faire ce qu'elle pouvoit faire elle-même.

Elle lui a donné plein pouvoir et autorité de vendre, céder et aliéner tous ses biens immeubles, sous la seule condition et réserve de la somme de 10000 fr. que son futur pourra recevoir sur les premiers deniers à toucher *de ses biens*, pour en disposer et faire tel emploi que bon lui semblera.

Il est remarquable que cette permission de toucher 10000 francs suit immédiatement la faculté de vendre les immeubles. Ce n'est qu'après cette clause indivisible, que la demoiselle Dubois parle de son mobilier, dont elle fait l'énumération dans son contrat, et pour lequel elle se contente de l'hypothèque sur les biens de son mari.

Le mari est le maître de toute la dot mobilière; c'est son domaine civil, comme le dit Duperrier : il a le droit de la toucher, de la percevoir; et sa quittance libère valablement les débiteurs.

Si pour le prix de ses immeubles elle charge son mari de l'employer au paiement de ses dettes anciennes, elle le charge aussi d'en déléguer le prix; et les acquéreurs devoient nécessairement suivre la foi de son indication.

La fin de non-recevoir résultante de la séparation du 13 janvier 1789, de la saisie-arrêt faite entre les mains du sieur Gazard fils, sur le prix de cette vente de 1775, suffiroit pour écarter les prétentions de la dame de Saint-Julien. Ce sont autant d'actes géminés et approubatifs de la vente, dans un temps où elle avoit la liberté d'agir et la faculté de vouloir.

(25)

Au fond, et indépendamment de ces premiers moyens, il est aisé de prouver que la dame veuve Tournemire n'a aucune sorte d'action à exercer contre le sieur Gazard.

Il faut considérer d'abord par quel acte le sieur Dubois a reçu les pouvoirs en vertu desquels il a vendu; 2°. quelle étoit l'étendue de ses pouvoirs, s'il les a excédés; 3°. si l'acquéreur avec lequel il a traité, n'a pas été forcé, par la nature même de ces pouvoirs, à suivre la foi de son vendeur.

Quand on aura discuté ces différentes propositions, on examinera le mérite des objections de la dame de Saint-Julien; il sera besoin surtout de faire remarquer son inexactitude, et de relever les erreurs dans lesquelles elle est volontairement tombée.

P R E M I È R E P R O P O S I T I O N .

C'est par son contrat de mariage que la dame veuve Tournemire a donné à son mari le pouvoir le plus absolu et le plus illimité, de vendre et aliéner ses biens immeubles. Les contrats de mariage sont susceptibles de toutes les conventions : c'est un pacte entre deux familles qu'il faut respecter, parce que sans ces conventions le mariage n'auroit pas eu lieu.

La dame Dubois, née en 1744, étoit âgée de trente ans lors de son contrat de mariage; elle avoit déjà elle-même vendu, étant fille, une portion de ses immeubles; elle avoit une connoissance exacte de ses biens; ce qui est assez prouvé par le détail auquel elle se livre dans son contrat.

D

Quel étoit son objet lorsqu'elle a permis à son mari d'aliéner ses biens ? c'étoit de venir au secours de son époux, d'affranchir ses propriétés des dettes qui les grevoient ; et elle ne faisoit pas un grand sacrifice, puisqu'elle n'avoit que des propriétés médiocres et indivises, qui eussent perdu de leur valeur en les divisant. Elle convient elle-même qu'elle a donné à son mari un pouvoir valable ; elle reconnoît qu'il a pu vendre, mais elle prétend que c'est sous des conditions inséparables de la permission qu'elle a donnée ; et c'est sur cette prétendue indivisibilité de la condition que roule tout son système.

En quoi consiste donc cette condition ? Est-elle restrictive ? L'inexécution pourroit-elle entraîner la nullité de la vente ? Ce n'est là qu'une chimère qui ramène à l'étendue des pouvoirs qu'elle a donnés à son mari, et à vérifier si ce dernier a excédé ses pouvoirs. C'est l'objet de la seconde proposition.

SECONDE PROPOSITION.

S'il y a jamais eu d'exemple d'un pouvoir général et illimité, c'est dans le contrat de mariage qu'on le trouve. Le mari est le maître absolu : tous les actes qu'il va passer sont aussi valables que si la femme les avoit passés elle-même. Sur les premiers deniers à toucher *des biens*, le mari peut disposer à son gré d'une somme de 10000 francs, et sans aucune désignation. Il est clair qu'on ne peut entendre par *biens* que les immeubles : jusque-là il n'a point encore été question du mobilier ; on n'a parlé que des aliénations ou des ventes qui sont

permises au mari ; et déjà, avant qu'il soit question du mobilier, le mari a assigné et hypothéqué cette somme de 10000 francs sur ses propres biens. La clause suivante établit encore plus clairement que les 10000 fr. ne s'appliquent qu'aux immeubles. Tout le surplus, est-il dit, *du prix desdites aliénations* ainsi que des autres droits mobiliers seront employés, etc. Donc la somme de 10000 francs doit être prise préalablement sur le prix de la vente des immeubles. C'est une chose avant l'autre : la future ne s'occupe que postérieurement de son mobilier dont elle veut aussi l'emploi à la libération de son mari.

Et comment cela pourroit-il être autrement ? le mari ne touche point de mobilier lors du contrat de mariage, la femme ne se constitue que des billets ou effets qu'elle livre à son mari, si on n'en excepte une somme de 500 fr. : il est dans l'intention respective des parties que la vente des immeubles soit faite avant l'échéance des effets. C'est donc nécessairement et préalablement sur le prix des immeubles que le mari pouvoit et devoit toucher cette somme de 10000 francs.

Il faut d'ailleurs faire une bien grande différence entre les immeubles et le mobilier. L'acquéreur qui achète du mari un bien dotal de sa femme doit connoître le contrat de mariage, et a le droit d'en exiger la représentation ; le débiteur du mobilier, au contraire, n'a pas cette faculté. Le mari est le maître du mobilier de sa femme ; il peut seul exercer toutes les actions mobilières et en faire le recouvrement : le débiteur est tenu de verser entre les mains du mari, et se libère valablement sans

autre examen ; et quoique le mari soit tenu par son contrat de mariage de faire emploi de ce mobilier, la femme seule, qui a exigé cette condition, doit veiller à cet emploi : elle n'a d'action que sur les biens de son mari ; elle n'en a point contre les débiteurs qui justifient de leurs quittances.

Point de doute donc que la somme de 10000 francs a dû être prise sur les immeubles, et que le sieur Gazard a dû payer sans crainte jusqu'à concurrence de cette somme.

Maintenant Suzanne Chalus a voulu que le surplus fût employé au paiement des créanciers du mari, les plus anciens et les plus privilégiés, *qu'il seroit tenu de déléguer*. Voilà sans doute une indication bien vague : il est impossible de savoir et de connoître quels sont ces créanciers ; on n'en désigne aucuns. La dame de Chalus s'en rapporte pleinement et entièrement à la foi de son mari ; elle l'investit d'une confiance générale : et les tiers ne doivent pas être plus scrupuleux dans leur examen, que la femme elle-même. L'acquéreur qui se présente prend connoissance du contrat ; il y trouve un pouvoir illimité donné au mari de vendre les immeubles de la femme ; il y voit bien qu'après 10000 francs le reste du prix doit être employé au paiement des créanciers les plus anciens. Mais comme c'est d'après la délégation du mari, et qu'on ne s'est pas mis en même de faire l'énumération ou la désignation de ces créances, pourvu qu'il paye à des créanciers indiqués par le mari, il a rempli toutes les conditions du contrat ; il se voit nécessairement obligé de suivre la foi du vendeur. Il n'y a point

d'excès de pouvoirs : il peut y avoir abus de la part du mandataire ; mais cet abus ne concerne pas l'acquéreur : et c'est ce qu'on va démontrer dans la troisième proposition.

TROISIÈME PROPOSITION.

Par le contrat de vente, du 13 octobre 1775, le domaine de Landel a été vendu au sieur Gazard par les maris des deux sœurs. Le sieur Dubois de Saint-Julien donne quittance de 2884 francs sur la portion qui lui revient ; le surplus du prix, stipulé payable à termes, doit l'être *aux créanciers* du sieur de Saint-Julien, qui seront *indiqués* par lui, en *conformité et suivant les clauses énoncées en son contrat de mariage* avec Suzanne de Chalus. Cette condition est répétée deux fois, à raison de la différence des termes des payemens, et toujours sur l'indication qui sera par lui faite des créanciers, conformément à son contrat de mariage.

Une première réflexion qui se présente, c'est qu'il est impossible au moins d'attaquer la vente de nullité ; car le mari n'a vendu que *suivant les conditions énoncées en son contrat de mariage* : elles sont littéralement rapportées dans la vente. Il apprend qu'il ne peut vendre qu'en faisant payer le prix aux créanciers qu'il indiquera, conformément au contrat de mariage. Jusque-là pas d'excès de pouvoirs, sûreté pour l'acquéreur, puisqu'il doit payer aux créanciers qui lui seront indiqués par le vendeur, qui doit aussi déléguer d'après son contrat de mariage.

(30)

La demande en nullité de la vente est donc une véritable absurdité. Que la dame Dubois se fût bornée à demander la restitution du prix qui n'auroit pas été payé aux créanciers plus anciens, il devient alors nécessaire d'entrer dans quelques explications. Mais qu'elle conclût à la nullité de la vente et au désistement du domaine, lorsqu'elle est obligée de convenir qu'elle a pu donner permission de vendre, lorsque cette vente a été faite conformément aux clauses du contrat, c'est ce qu'on ne peut concevoir ni expliquer. Aussi voit-on qu'elle est en contradiction avec elle-même dans sa défense; car dans ses griefs elle ne conclut qu'à la restitution du prix, et dans son mémoire elle demande la nullité : ce n'est donc que sous le rapport de la demande en restitution du prix que l'on doit discuter. La demande en nullité est tellement choquante, qu'elle ne mérite pas un plus grand développement.

On a déjà prouvé que la somme de 10000 francs a été valablement acquittée, sans qu'il fût besoin d'emploi : reste celle de 8484 francs.

Le surlendemain de la vente, le sieur Dubois de St.-Julien indique les créanciers Blattin, Roux et Lamouroux : le sieur Gazard paye sur cette indication. Blattin étoit créancier hypothécaire jusqu'à concurrence de la somme de 7838 francs, et son hypothèque remontoit à 1757; il étoit indiqué par le sieur Dubois, et le sieur Gazard a dû croire qu'une hypothèque qui remontoit si haut devoit être une des plus anciennes; il ne devoit voir autre chose que l'indication. Lamouroux et Roux, dit-on, n'étoient que créanciers chirographaires. Cela peut être; mais ces

créances étoient des lettres de change; mais ces créances entraînoient la contrainte par corps; mais ces créanciers étoient indiqués par le sieur Dubois; mais enfin le sieur Gazard pouvoit payer jusqu'à concurrence de 10000 fr. sans emploi. Or, en payant Blattin, Lamouroux et Roux, le sieur Gazard ne pouvoit courir aucuns risques.

Si le sieur de Saint-Julien étoit tenu de déléguer le prix de la vente aux créanciers plus anciens en hypothèques, ou privilégiés, il a abusé de son pouvoir; mais ce n'est point la faute de l'acquéreur, qui ne pouvoit apercevoir ni éviter cet abus; et on sait que l'abus de pouvoirs est un fait personnel au mandataire, qui seul en est responsable : c'est ce qui est enseigné par Domat, dans ses Lois civiles, liv. 1^{er}., tit. 15, sect. 1^{re}., n^o. 11. Celui qui donne un pouvoir à un tiers est obligé de répondre de ce qui aura été mal géré par celui qu'il commet, sauf son recours contre le mandataire : telle est la disposition de la loi 21, §. dern., ff. de neg. gest. Voici comment s'explique cette loi : *Mandatu tuo negotia mea Lucius Titius gessit, quod is non rectè gessit, tu mihi actione negotiorum gestorum teneris non in hoc tantum ut actiones tuas præstes, sed etiam quod imprudenter eum elegeris, ut quidquid detrimenti negligentia ejus fecit tu mihi præstes.*

L'art. 1991 du Code Napoléon dit que le mandataire est tenu d'accomplir le mandat tant qu'il en demeure chargé, et répond des dommages-intérêts résultans de son inexécution. Par l'article suivant, il est tenu non-seulement du dol, mais encore des fautes qu'il commet dans sa gestion.

En appliquant ces principes à l'espèce, qu'étoit ici le sieur Dubois de Saint-Julien ? Il étoit le mandataire de sa femme. S'il n'a pas bien rempli son mandat, si elle l'a imprudemment choisi, s'il n'a pas fait des indications conformes à son mandat, il en est responsable ; il est tenu des dommages-intérêts : mais la dame Dubois n'a d'action que contre lui ; elle a à se reprocher de ne pas avoir limité davantage son pouvoir, de ne pas avoir fait une délégation plus précise ; de s'en être rapportée à son indication. Cette délégation est absolument extrinsèque, ne tient pas à la substance de l'acte, et ne peut vicier ni la vente ni les payemens.

Dès que la dame Chalus s'étoit elle-même livrée à son époux par la généralité de ses pouvoirs, l'acquéreur devoit donc suivre la foi de son vendeur. En effet, de deux choses l'une ; ou la dame Chalus connoissoit les dettes anciennes et privilégiées de son mari, ou elle ne les connoissoit pas.

Dans le premier cas, il étoit tout simple de prévenir toutes discussions, en indiquant elle-même les créanciers, et les dettes à acquitter.

Dans la seconde hypothèse, si elle ne les connoissoit pas, si elle ne s'est pas fait représenter l'état de ces créances, il est évident qu'elle s'est entièrement confiée à son mari, et s'en est rapportée à lui sur les payemens. Comment voudroit-elle aujourd'hui rendre les acquéreurs garans de l'abus que son mari a fait de sa confiance illimitée ? Il a vendu et délégué en vertu d'un pouvoir spécial ; il n'appartenoit pas à l'acquéreur de s'immiscer dans aucune recherche à cet égard : il étoit même impossible

possible à cet acquéreur d'obtenir, relativement aux dettes personnelles du sieur de Saint-Julien, d'autres connoissances que celles que ce vendeur vouloit donner. Les immeubles vendus appartenoient à la dame de Saint-Julien, le prix en provenant devoit être employé à l'acquiescement des dettes du mari; que pouvoit faire l'acquéreur dans cette circonstance? Il achetoit sous l'empire de l'édit de 1771, devoit-il obtenir des lettres de ratification? mais ces lettres de ratification ne lui auroient fait connoître que les créanciers de la femme, et ce n'étoit point à eux qu'il devoit payer le prix. Devoit-il rechercher les oppositions qui pouvoient subsister sur le sieur Dubois? mais ces oppositions, s'il en existoit, ne lui auroient appris ni la date ni la nature des créances. La législation hypothécaire qui existoit à l'époque de la vente ne donnoit aucune publicité aux hypothèques; le créancier chirographaire avoit, comme le créancier hypothécaire, le droit de former opposition au bureau des hypothèques: cette recherche eût donc été absolument vaine; et il ne restoit d'autre moyen au sieur Gazard, pour se libérer, que de suivre l'indication de son vendeur.

Il faut toujours se reporter au temps où les actes ont été faits. Aujourd'hui, et depuis la loi du 11 brumaire an 7, il est facile de connoître les créanciers hypothécaires; il suffit de retirer un extrait des inscriptions du bureau des hypothèques: ces inscriptions apprennent la date des titres, par conséquent l'antériorité des créances. L'édit de 1771 n'offroit pas cette ressource; on ne pouvoit connoître les titres hypothécaires que lors de l'ordre ou distribution des deniers sur le prix d'une vente; et le

sieur Gazard ne pouvoit pas même user de ce moyen, puisque les immeubles vendus appartenoient à la femme, et qu'il devoit payer aux créanciers du mari.

Ce n'est donc qu'en confondant les temps et les lieux que l'appelante a pu donner quelque couleur à un système extravagant. Et lorsqu'on considère que l'appelante a obtenu contre son mari la condamnation du prix de cette vente; lorsqu'on la voit elle ou ses enfans en possession de tous les biens de ce même mari; quand on se pénètre des clauses du contrat de mariage, qu'on y trouve un pouvoir absolu et illimité de vendre tous les immeubles, que le prix doit en être payé aux créanciers du mari, et sur l'indication du mari, on demeure convaincu que le sieur Gazard n'ayant acquis que conformément aux clauses du contrat, n'ayant payé que sur l'indication du mari, est nécessairement à l'abri de toutes recherches à cet égard.

On ne peut s'empêcher d'observer encore que par une fatalité singulière, et une préférence dont le sieur Gazard se seroit bien passé, la dame Suzanne de Chalus ne s'est adressée qu'à lui; et cependant elle nous apprend elle-même dans son mémoire, que postérieurement à la vente de 1775 le sieur Dubois de Saint-Julien a vendu le domaine de la Verrière au sieur Teilhard, domaine qui est d'une égale valeur à celui de Landel. Le sieur Teilhard, comme le premier acquéreur, a payé un à-compte lors de la vente, et s'en est rapporté pour le surplus à l'indication de son vendeur, qui n'a pas été plus exact que lors du premier contrat. Cependant la dame de Chalus a gardé le silence sur cette vente. Il étoit dans l'ordre

des choses, si elle croyoit avoir des droits, de s'adresser d'abord au dernier acquéreur; c'étoit le moyen d'éviter un circuit d'actions. Elle pouvoit recevoir tout ce qui lui étoit dû de ce second acquéreur, pourquoi a-t-elle donc dirigé exclusivement ses poursuites contre le sieur Gazard? On ne peut imputer cette démarche qu'à des intentions perverses et de mauvaise foi.

Mais cette vente postérieure est un obstacle à la demande de la dame de Chalus. Il est dans les principes qu'on doit d'abord épuiser les derniers acquéreurs avant de remonter aux premiers. Il est bien évident que la dame de Chalus, même dans son système, n'est qu'une simple créancière, que les ventes sont inattaquables, que le premier acquéreur auroit un recours contre les derniers: la dame de Chalus devoit donc, avant tout, épuiser les derniers acquéreurs; et en supposant qu'elle eût des droits, elle seroit non recevable à les exercer contre le sieur Gazard.

Il ne s'agit plus que de parcourir rapidement les objections proposées par la dame de Chalus, qu'elle a divisées en cinq questions.

Dans la première, elle prétend que Gazard n'a pas payé valablement jusqu'à concurrence de 10000 francs. C'est attaquer l'acte dans sa substance même; et c'est alors qu'elle se promène de suppositions en suppositions.

Elle n'est pas exacte, lorsqu'elle dit que cette somme étoit à prendre sur les premiers deniers; il falloit au moins achever la phrase: *à toucher des biens de la demoiselle future*; il falloit dire que cette phrase se lie avec la permission de vendre les immeubles, qu'elle en forme l'em-

semble; que ce n'est que le surplus du prix des aliénations, ainsi que les droits mobiliers, que le mari est obligé d'employer.

Elle n'est pas exacte, lorsqu'elle dit que le mari a touché, lors du contrat, la somme de 7384 fr., puisqu'il est constant qu'il n'a reçu que la somme de 500 fr.; que le surplus consistoit en billets ou effets payables à termes, et qui ne répondoient pas à l'urgence des besoins du mari.

Elle n'est pas exacte encore, lorsqu'elle parle de la somme de 14500 francs reçue du sieur d'Anglard, puisqu'elle est obligée de reconnoître elle-même que la quittance donnée au sieur d'Anglard est postérieure et à la vente, et à l'indication des payemens.

Le surplus de la discussion n'est qu'un jeu de mots et une ridicule. Elle voudroit élever des doutes sur la sincérité de la date de ces mandemens, comme si la date n'obligeoit pas celui qui a souscrit le mandement, lorsque la dame de Chalus reconnoît elle-même, par sa sentence de séparation, que le mari avoit touché cette somme, et qu'elle n'a formé sa demande qu'après le décès du mari.

La dame Suzanne de Chalus n'est pas plus lumineuse sur la seconde question. Elle prétend que le sieur Gazard n'a pas valablement payé sur l'indication de son mari; elle veut combattre les principes qu'il a invoqués; elle soutient que la loi *de negot. gest.*, citée par le sieur Gazard, ne s'applique qu'à un mandat général et indéfini, et elle prétend que dans l'espèce le mandat étoit limité : mais elle n'a pas même cherché à prouver cette assertion; elle met en fait ce qui est en question, et

combat la difficulté par la difficulté. Comme on croit avoir démontré que le mandat étoit général et absolu, que Suzanne Chalus s'étoit elle-même livrée par la généralité de ses pouvoirs, et s'en étoit entièrement remise à l'indication de son mari, ce seroit tomber dans des répétitions que de s'occuper plus long-temps d'une assertion aussi hasardée.

La dame Suzanne de Chalus n'est pas plus conséquente sur la troisième question; elle prétend que Gazard a pu et dû connoître s'il existoit des créances antérieures. Il n'avoit qu'à se transporter, dit-elle assez légèrement, au bureau des hypothèques, et vérifier s'il existoit des oppositions. Mais on a déjà fait voir à la dame de Chalus que l'existence des oppositions n'auroit rien appris au sieur Gazard : ces oppositions n'énonçoient ni la date, ni la nature des créances; le créancier chirographaire formoit son opposition comme l'hypothécaire; il n'y avoit donc aucun moyen possible de vérifier la priorité des créances.

La dame de Chalus prétend établir sur la quatrième question, qu'il existoit des créances antérieures à celles acquittées par le sieur Gazard; elle a pris la peine de faire deux tableaux pour la plus grande intelligence de cette partie de la cause, et elle n'a pas atteint son but, car elle n'a fait que l'obscurcir. Qu'importe au sieur Gazard, et à tout autre, de connoître ce qui s'est passé dans cette famille; les institutions, les substitutions, les élections, les Gorsse, ou les Dubois? D'abord la dame Gorsse vivoit encore à l'époque de 1775, et c'étoit à elle à se mêler de ses affaires.

La seule chose qui n'est pas fort importante, mais qui auroit au moins quelque chose de plausible, eût été de savoir s'il existoit des oppositions. La dame de Chalus, malgré toutes ses recherches, n'en a présenté que quatre : mais sur ces quatre oppositions, l'une faite à la requête du sieur Troupinon-Dumas, ne frappe que sur la succession Danty, et par conséquent étrangère à la question ; l'autre, du 3 décembre 1776, également postérieure à la vente, frappe sur Marguerite Gorsse, qui vivoit alors : elle est faite à la requête d'un sieur Barre, procureur, demeurant à Clermont ; et ce Barre, qui ne réclame rien, n'a jamais figuré parmi les créanciers Dubois. Une troisième, du 30 avril 1774, faite à la requête des sieurs Simond, frappe encore sur Marguerite Gorsse. Enfin, une quatrième, du 18 octobre 1773, faite à la requête du sieur Jean Beraud, porte seule sur François Dubois, sans énoncer aucuns titres. De sorte que le sieur Gazard ne pouvoit acquérir aucune lumière sur la priorité ou l'ancienneté des créances, et n'avoit d'autre boussole que l'indication de son vendeur.

Il ne paroît même pas que ces créanciers aient pris aucune précaution conservatoire. Si Théroulde est aux droits de Beraud, Tournemire est lui-même aux droits de Théroulde, et a dans ses mains le gage des créanciers. Mais la dame Suzanne de Chalus, qui ne veut jamais paroître embarrassée, prétend que quand bien même les créanciers anciens auroient laissé prescrire leurs titres ; elle seroit toujours fondée à dire que le sieur Gazard n'a pas rempli le mandat qui lui étoit imposé ; c'est tourner autour d'un cercle vicieux : car bien certaine-

ment, si les anciennes créances étoient prescrites, le paiement fait à Blattin, Lamouroux et Roux, rempliroit alors l'objet de la vente, et la dame Chalus n'auroit aucun motif pour se plaindre.

La dame de Chalus a-t-elle mieux raisonné lorsqu'elle a prétendu qu'elle n'agissoit pas comme créancière, mais comme propriétaire? Pour le dire ainsi, il faudroit prouver la nullité de la vente, et c'est ce qui a le moins occupé la dame Suzanne de Chalus.

La cinquième question retombe dans les premières, et n'offre que du vague ou de l'incertitude. La dame de Chalus voudroit prouver que la permission de vendre ne peut pas être séparée de la condition; elle invoque à cet égard l'autorité du dernier commentateur sur l'art. 3 du titre 14, qu'elle voudroit expliquer à sa manière. Le dernier commentateur suppose une condition limitée, comme une charge d'emploi en d'autres fonds, ou en paiement de dettes, ce qui suppose les dettes de la femme, ou en acquisition d'une charge, etc. : c'est alors qu'il dit avec fondement que la condition est inséparable de la permission, parce qu'il y a un objet certain et déterminé qui forme la matière de l'engagement, qui est nécessaire pour la validité de la convention. Mais lorsqu'il s'agit d'une condition vague et indéterminée, d'une chose dont le mandataire est le maître, puisqu'on se livre à sa foi, alors il n'existe plus de condition essentielle et inséparable. On ne peut mieux comparer cette clause générale et si étendue, qu'à celle par laquelle le mari se seroit engagé à employer sur le plus clair et le plus liquide de ses biens. Or, le dernier commentateur, 6^o. quest., ne

pense pas qu'une clause aussi vague puisse équivaloir à une condition d'emploi. Ce seroit entraver les transactions commerciales; il n'y auroit plus de mutations certaines; et l'intérêt public exige qu'on puisse donner toute sûreté comme toute facilité dans les mutations.

La dame de Chalus en revient toujours à prétendre que le mandat étoit borné et limité; elle invoque cet adage de droit : *Fines mandati custodiendi sunt*. Mais qu'elle se rappelle donc qu'on lui a nié la majeure, qu'on lui a prouvé que son mandat étoit général et absolu, qu'elle n'a d'action que contre son mari, s'il est vrai qu'il ait abusé de son pouvoir, et qu'elle l'a ainsi reconnu en faisant elle-même prononcer la condamnation contre lui de toutes les sommes qu'il a reçues sur le prix des ventes.

Restent les demandes incidentes du sieur Gazard : la dame de Chalus les combat bien foiblement; elle auroit d'ailleurs bien mauvaise grâce de contester au sieur Gazard les sommes qu'il a payées à sa décharge, et notamment la créance Saubrier. Mais la dame de Chalus prétend que le sieur Gazard n'a pas voulu faire attention que les premiers juges avoient employé cette somme à compléter le prix de la vente de 1775; et c'est précisément de quoi se plaint le sieur Gazard. Il avoit payé bien au delà de sa dette, indépendamment de cette créance; et il entend avec raison la répéter contre la dame Chalus, en la faisant débouter de sa demande. Il se plaint de ce que les premiers juges ont ajouté cette somme pour compléter le prix de la vente, parce que c'est un moyen de la lui faire perdre, si d'ailleurs il est libéré

(41)

libéré du prix de son acquisition. Or il a payé bien au delà : 2884 francs quittancés par le contrat, 13000 fr. au sieur Blattin, 1600 fr. au sieur Lamouroux, 1000 fr. à Roux, 1871 fr. qu'il a payés de plus au sieur Blattin, les intérêts de ces sommes : tout cela s'élève au delà de la somme de 18484 francs dont il étoit débiteur.

Les premiers juges ne devoient point retrancher de ce paiement les créances qu'ils regardent comme chirographaires, puisque le sieur Gazard n'avoit payé que sur l'indication du sieur Dubois; les premiers juges l'avoient ainsi décidé par leurs motifs précédens, et se trouvent en contradiction en faisant porter la créance Saubrier sur le prix de la vente. Ce grief est donc bien fondé, puisque la dame de Chalus ne peut pas même contester la légitimité de la créance; et quand elle vient dire que le sieur Gazard, en réclamant cette somme, reconnoît la nullité de la vente, elle ne fait que déceler son embarras et la pénurie de ses moyens.

Le second grief du sieur Gazard a déjà été expliqué dans le cours du mémoire. On n'a pas oublié que le sieur Dubois de Saint-Julien pouvoit vendre à *telles charges et conditions* qu'il lui plairoit. La solidarité stipulée avec le sieur de Chalus, son beau-frère, étoit une condition essentielle et indispensable de la vente : elle résultoit de l'indivision du domaine, qui ne pouvoit se vendre que cumulativement et solidairement. La dame de Chalus a dit que tous les actes faits par son mari auroient la même force et validité que si elle les faisoit elle-même. C'est donc elle-même qui a contracté un engagement solidaire; et si les premiers juges l'ont con-

F

damnée justement à rembourser au sieur Gazard les sommes qu'il avoit payées pour obtenir la ratification de la vente de 1773, il falloit aussi porter la même décision pour la ratification de la vente de 1775 : *ubi eadem ratio, ibidem jus.*

A l'égard des autres sommes payées pour frais des demandes hypothécaires ou pour y défendre, de celles payées pour arrérages de cens, impositions, ou rentes antérieures à la vente, Suzanne de Chalus n'a pas entrepris de les contester.

On terminera cette discussion par une observation essentielle. Dans le prix de la vente du domaine de Landel, il y est entré la somme de 4000 francs pour mobilier, dont 2000 francs pour la portion du sieur Dubois de Saint-Julien. Cet objet n'étoit point assujéti à un emploi; c'étoit une somme que le sieur de Saint-Julien avoit droit, comme mari, de recevoir : elle seroit donc aussi à diminuer sur celles qui devoient être payées aux créanciers. Enfin le bien avoit été vendu franc et quitte de toutes dettes et hypothèques, et on a vu que le sieur Gazard, à peine devenu acquéreur, avoit été assailli de demandes hypothécaires.

Cette acquisition, loin de lui être avantageuse, n'a cessé de lui donner des inquiétudes; et après plus de trente ans de possession, on le voit encore obligé de parcourir tous les degrés de juridiction pour se défendre contre une demande inconvenante et hasardée. C'est une femme qui a dans ses mains toute la fortune de son mari; qui n'a d'autre but, d'autre objet, que de rançonner un acquéreur de bonne foi; qui lui donne la préférence sur

des acquéreurs postérieurs, comme sur les détenteurs des biens de son mari, qui lui offroient une ressource certaine. Les circonstances, les principes, les motifs de considération se réunissent en faveur du sieur Gazard, et il a tout à espérer de la justice de la Cour.

M. CATHOL, *rapporteur.*

Me. PAGÈS (de Riom), *ancien avocat.*

Me. MANDET, *avoué licencié.*

13 août 1810, 1^{er} ch. bien jugé sur les deux appels.